BRF | Bureau de la Responsabilité Financière de l'Ontario

Perspectives financières et économiques

Analyse de la conjoncture à moyen terme pour l'Ontario

Mise à jour de l'automne 2016

À propos du présent document

Établi en vertu de la *Loi de 2013 sur le directeur de la responsabilité financière*, le Bureau de la responsabilité financière (BRF) a pour mandat de fournir une analyse indépendante de la situation financière de la province, des tendances de l'économie provinciale et de toute autre question relevant de l'Assemblée législative de l'Ontario. Produit au printemps et à l'automne par le BRF, le rapport *Perspectives financières et économiques* présente une analyse de la conjoncture économique et budgétaire à moyen terme pour la province.

Le rapport a été préparé par Nicolas Rhodes, Luan Ngo, Edward Crummey et Mario Angastiniotis sous la direction de David West; ses premières versions ont bénéficié d'observations externes; toutefois, le BRF assume l'entière responsabilité du contenu du présent rapport final.

Le rapport se fonde sur l'information connue au 7 octobre 2016. Les données sur lesquelles il s'appuie peuvent être fournies sur demande.

Prévisions financières du BRF

Le BRF fonde ses prévisions financières sur les projections de recettes existantes et annoncées ainsi que sur les politiques de dépenses. Ces prévisions présentent les perspectives budgétaires qui semblent les plus probables pour le BRF compte tenu des politiques en cours et en supposant qu'il s'en ajoutera pas. Les projections des revenus fiscaux formulées par le BRF reposent sur son évaluation des perspectives de l'économie provinciale et des politiques fiscales existantes. Comme la politique de dépenses relève entièrement du gouvernement, le BRF se base sur les documents budgétaires et y ajoute les autres politiques annoncées le cas échéant. Outre les prévisions de dépenses publiées par le gouvernement, le BRF se fonde sur les prévisions concernant certains facteurs de coûts généraux, dont la démographie et l'inflation.

BRF | Bureau de la Responsabilité Financière de l'Ontario

2, rue Bloor Ouest, bureau 900,
Toronto (Ontario) M4W 3E2

416-644-0702
fao-on.org
info@fao-on.org

ISSN 2371-140X (Imprimé)
ISSN 2371-1434 (En ligne)
© Imprimeur de la Reine pour l'Ontario, 2016

Le présent document est aussi disponible dans un format accessible et en version PDF téléchargeable sur fao-on.org. Crédit photo : © Can Stock Photo Inc. / chainatp

TABLE DES MATIÈRES

1. Sommaire 1

2. Perspectives économiques
   - Présentation 3
   - Révision légèrement à la baisse des prévisions concernant la croissance économique mondiale 4
   - Croissance économique aux États-Unis inférieure aux attentes en 2016 5
   - Révision à la baisse des perspectives de croissance au Canada 6
   - Perspectives économiques de l'Ontario 9

3. Perspectives budgétaires
   - Présentation 15
   - Perspectives de revenus 17
   - Prévisions quant aux dépenses 20
   - Projection de la dette 22
   - Risques pour le plan budgétaire et options de politique publique 24

4. Annexe : Tableaux de données 25

1 SOMMAIRE

Le présent rapport constitue une mise à jour des *Perspectives financières et économiques* pour l'Ontario en fonction des développements observés depuis la publication du rapport du BRF du 18 mai 2016[1].

Parmi les développements importants survenus depuis ce rapport figure ce qui suit.

- Les Comptes publics de l'Ontario ont été publiés; ils font état de revenus fiscaux plus élevés que prévu pour 2015-2016, ce qui laisse croire à une hausse des recettes pour la période à l'étude.
- Dans le discours du Trône, le gouvernement a annoncé une réduction de la TVH pour les factures d'électricité et une augmentation du nombre de places en garderie.
- Les perspectives de croissance économique ont été revues à la baisse en raison de la conjoncture économique morose au Canada et dans le monde, conjoncture qui se traduit par une diminution des revenus fiscaux, mais aussi de l'intérêt sur la dette.

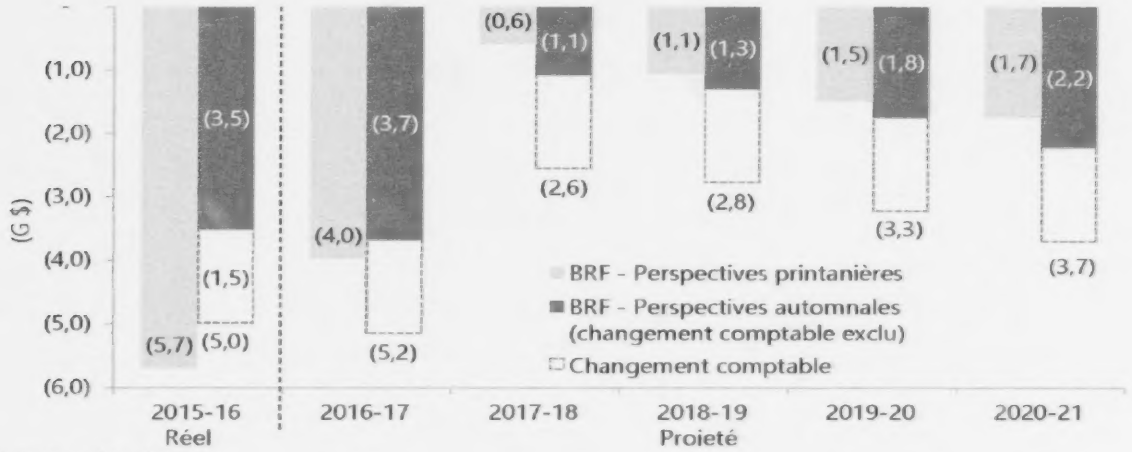
Par ailleurs, le gouvernement a légiféré pour modifier le traitement comptable de l'actif des régimes de retraite conjoints, ce qui s'est traduit par une augmentation des dépenses de programmes de 1,5 milliard de dollars en 2015-2016[2].

1 Bureau de la responsabilité financière de l'Ontario. Une évaluation des perspectives économiques et financières à moyen terme pour l'Ontario, printemps 2016.

2 Dans les Comptes publics 2015-2016, la province a légiféré pour modifier le traitement comptable des régimes de retraite conjoints. Il s'en est suivi une augmentation de la dette nette et du déficit de 9,2 milliards et 1,5 milliard de dollars, respectivement, en 2015-2016. On ne peut déterminer avec certitude l'incidence future de ce changement sur les finances de la province. Dans le présent document, le BRF suppose que les dépenses de programmes dépasseront les prévisions de 1,5 milliard de dollars et fait état de la position financière de l'Ontario avec et sans le changement comptable.

À l'exclusion de ce changement comptable, ces développements ont eu des effets qui se sont essentiellement annulés mutuellement, gonflant légèrement le déficit au cours de la période à l'étude comparativement aux chiffres du rapport du BRF de ce printemps.

Solde budgétaire de l'Ontario*



* Excluant la réserve.
Sources : Comptes publics de l'Ontario 2015-2016 et Bureau de la responsabilité financière de l'Ontario.

En incluant le changement comptable, le BRF s'attend à ce que le déficit de l'Ontario atteigne 5,2 milliards de dollars en 2016-2017 et 2,6 milliards de dollars en 2017-2018[3]. À partir de 2018-2019, le déficit devrait se creuser constamment pour se fixer à 3,7 milliards de dollars en 2020-2021, car les recettes augmenteront moins rapidement que les dépenses de programmes et l'intérêt sur la dette.

Selon les prévisions, la dette nette de l'Ontario grossira de 64 milliards de dollars au cours des cinq prochaines années pour atteindre 370 milliards en 2020-2021, soit environ 20 milliards de plus que ce qui avait été prévu par le BRF ce printemps. Cette hausse s'explique par les déficits cumulatifs, les dépenses d'immobilisations et le changement comptable. Le BRF s'attend désormais à ce que le ratio de la dette nette au PIB de l'Ontario plafonne à environ 41 %, ce qui est sensiblement supérieur au sommet de 39,6 % prévu dans son rapport ce printemps.

Le gouvernement a réaffirmé son engagement d'atteindre l'équilibre budgétaire en 2017-2018 et de le maintenir par la suite. Cependant, selon l'analyse que fait le BRF des perspectives économiques et de la position budgétaire actuelle de l'État, le budget de l'Ontario demeurera vraisemblablement déficitaire au cours des cinq prochaines années. Pour atteindre et maintenir l'équilibre budgétaire, la province devra probablement prendre des mesures supplémentaires afin d'augmenter ses recettes ou de réduire ses dépenses.

3 Aux fins du présent rapport, le déficit budgétaire est présenté sans tenir compte de la réserve. Dans les documents des budgets de l'Ontario, le déficit budgétaire intègre généralement une réserve, une mesure de prudence au cas où les résultats seraient pires que prévu. Par exemple, dans le Budget 2016, le déficit budgétaire pour 2016-2017 comprend une réserve de 1,0 milliard de dollars.

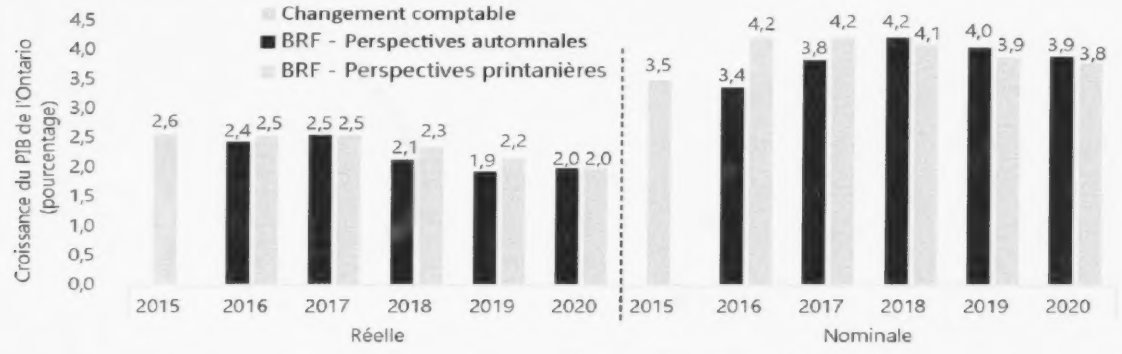
2 PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES

Présentation

Ralentissement prévu de la croissance en Ontario en 2016 et en 2017[1]

Après un gain solide au premier trimestre de 2016, les indicateurs montrent que l'activité économique en Ontario a passablement ralenti au deuxième trimestre, plombée par le recul des exportations de marchandises et le ralentissement des ventes au détail. Ainsi, au vu des résultats économiques de l'Ontario au premier semestre de 2016, le BRF a revu à la baisse les prévisions de croissance du PIB réel et nominal qu'il avait présentées dans son rapport au printemps[2]. Plus précisément, les prévisions de croissance du PIB nominal (la mesure la plus générale de l'assiette fiscale) sont maintenant de 3,4 % en 2016 et 3,8 % en 2017, en deçà des 4,2 % initialement prévus.

Perspectives économiques révisées du BRF



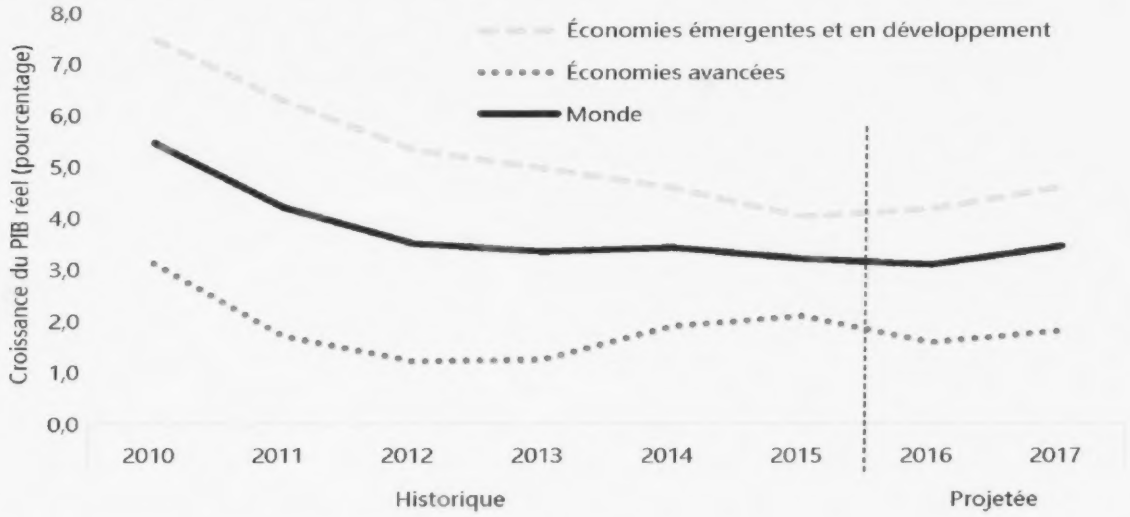
Sources : Comptes économiques de l'Ontario, Statistique Canada et BRF.

1 Voir les prévisions détaillées en annexe.
2 Bureau de la responsabilité financière de l'Ontario. Une évaluation des perspectives économiques et financières à moyen terme pour l'Ontario, printemps 2016.

Révision légèrement à la baisse des prévisions concernant la croissance économique mondiale

La croissance économique mondiale demeure hésitante; en effet, les perspectives de croissance actuelles sont nettement inférieures aux prévisions des dernières années et au rythme de croissance enregistré avant la récession de 2008-2009. Selon les plus récentes prévisions du Fonds monétaire international (FMI)[3], les perspectives mondiales pour 2016 et 2017 se sont assombries depuis le rapport printanier du BRF, surtout en raison de la décision du Royaume-Uni de se retirer de l'Union européenne (« Brexit »). Cette détérioration reflète essentiellement la montée de l'incertitude politique touchant un bon nombre d'accords institutionnels et économiques, ce qui mine la confiance des entreprises et décourage l'investissement.

La croissance mondiale demeure hésitante



Sources : Fonds monétaire international. Perspectives de l'économie mondiale, octobre 2016.

Le FMI prévoit une croissance mondiale de 3,1 % en 2016 et 3,4 % en 2017, ce qui est légèrement inférieur aux perspectives publiées ce printemps. Cette révision à la baisse concerne surtout l'Europe, outre des changements mineurs aux perspectives de croissance des États-Unis et de la Chine. Le FMI a abaissé ses prévisions de croissance du PIB réel canadien à 1,2 % en 2016 et 1,9 % en 2017. La majorité des économies avancées continuent d'observer une certaine mollesse dans les investissements des entreprises et de faibles résultats sur le marché du travail, ce qui annonce une faible inflation. En moyenne, les économies avancées devraient enregistrer une croissance d'à peine 1,6 % en 2016 et 1,8 % en 2017.

3 Fonds monétaire international. Perspectives de l'économie mondiale, octobre 2016.

En Chine, la croissance devrait ralentir progressivement du fait que l'économie poursuit sa transition vers les services, alors que la croissance passée était attribuable aux investissements et au secteur industriel. La croissance du PIB réel devrait atteindre 6,6 % en 2016 et 6,2 % en 2017, un net recul par rapport aux taux de plus de 9 % enregistrés après la récession mondiale. De leur côté, les perspectives à court terme se sont légèrement améliorées depuis le printemps, surtout grâce aux politiques monétaires et budgétaires.

Pour ce qui est des autres grands marchés émergents, le FMI a très peu révisé ses prévisions. En ce qui concerne les économies émergentes et en développement, il prévoit une croissance du PIB réel de l'ordre de 4,2 % en moyenne en 2016, suivie d'un raffermissement à 4,6 % en 2017.

Les perspectives mondiales continuent de comporter des risques considérables
De fortes incertitudes économiques et politiques planent toujours, et de nombreux risques continuent d'assombrir les perspectives de croissance mondiale.

En Europe, la stabilité de bon nombre de grandes banques est mise en doute, ce qui fait grimper le risque d'une nouvelle crise financière qui viendrait ralentir encore davantage la croissance. De même, le FMI souligne que la hausse fulgurante de la dette des entreprises et des ménages en Chine ces dernières années représente une menace sérieuse pour l'économie mondiale.

D'autres événements politiques, dont les conflits militaires au Moyen-Orient et la montée grandissante du nationalisme et des politiques protectionnistes dans les pays développés, pourraient aussi handicaper la croissance.

Croissance économique aux États-Unis inférieure aux attentes en 2016

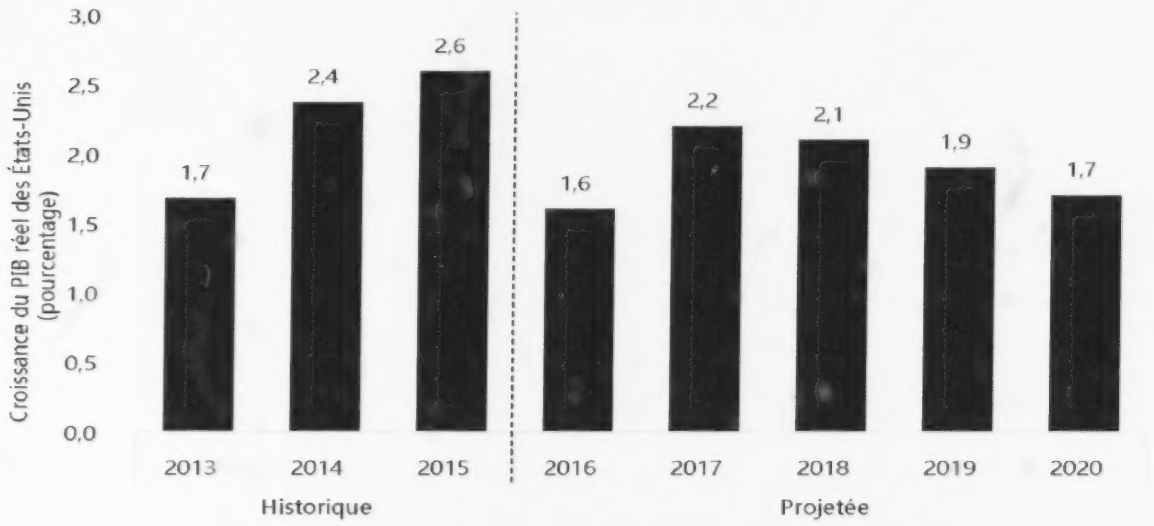
Aux États-Unis, la croissance économique au premier semestre de 2016 a été inférieure aux attentes, ce qui a mené à une révision à la baisse des perspectives récentes. Au cours des deux premiers trimestres de l'année, le PIB réel américain s'est relevé d'à peine 1,4 % par rapport à l'année précédente, bien loin de la prévision de plus de 2 % établie au printemps dernier.

La croissance de l'emploi a aussi ralenti en 2016, affichant des gains mensuels moyens de l'ordre de 180 000 emplois, en deçà des gains mensuels moyens de près de 230 000 et 250 000 observés en 2015 et en 2014 respectivement.

Même si la croissance est plus faible que prévu, les prévisionnistes s'attendent encore à un raffermissement de l'économie pour le reste de 2016 et par la suite. Plus précisément, les dépenses des ménages et la construction résidentielle devraient contribuer à la croissance économique globale grâce à la création de nouveaux emplois et à une hausse des salaires. Les prévisionnistes restent aussi convaincus que les investissements des entreprises, qui ont en règle générale déçu les attentes ces dernières années, vont rebondir et contribuer à stimuler la croissance globale.

Selon les dernières prévisions du FMI, le PIB réel américain devrait croître de 1,6 % en 2016 et de plus de 2 % en 2017 et en 2018. Par la suite, la croissance devrait ralentir pour rester près du rythme de la production potentielle[4]. Une telle croissance modérée mais stable devrait se traduire par une hausse progressive des taux d'intérêt.

La croissance économique aux États-Unis déçoit en 2016



Sources : Fonds monétaire international. Perspectives de l'économie mondiale, octobre 2016.

Révision à la baisse des perspectives de croissance au Canada

Les perspectives de l'économie canadienne se sont assombries ces six derniers mois. Selon les prévisions actuelles, le PIB réel canadien devrait enregistrer une croissance de 1,2 % en 2016, ce qui est inférieur aux attentes de 1,7 % exprimées ce printemps à

4 Quantité maximale de biens et de services que peut générer l'économie de façon soutenue lorsque les ressources, comme la main-d'œuvre, sont pleinement utilisées.

la publication des perspectives du BRF[5]. Cette révision s'explique non seulement par les feux de forêt en Alberta, mais aussi par les exportations autres qu'en énergie et les investissements des entreprises, inférieurs aux attentes.

Après un départ prometteur en 2016, porté par une croissance convaincante au premier trimestre, le PIB réel canadien s'est replié à un taux annualisé de 1,6 % au deuxième trimestre, soit le plus faible résultat trimestriel depuis la récession de 2008-2009. Les feux de forêt en Alberta ont grandement contribué à ce résultat décevant, tout comme le recul des achats de biens durables des ménages et des investissements des entreprises. Des perturbations temporaires dans le secteur automobile de l'Ontario[6] ont par ailleurs provoqué une baisse des exportations dans ce domaine, ce qui s'est traduit par une diminution globale des exportations de biens au premier semestre de 2016.

La reprise de la production de pétrole en Alberta et de la production dans le secteur automobile devrait donner un nouveau souffle aux exportations de biens au troisième trimestre. Cette reprise, avec la hausse attendue des dépenses de consommation attribuable à l'allocation canadienne pour enfants durant la même période, devrait contribuer à raffermir la croissance du PIB réel au deuxième semestre de 2016. De plus, les chantiers de reconstruction en Alberta devraient renforcer la croissance du PIB réel canadien en 2017.

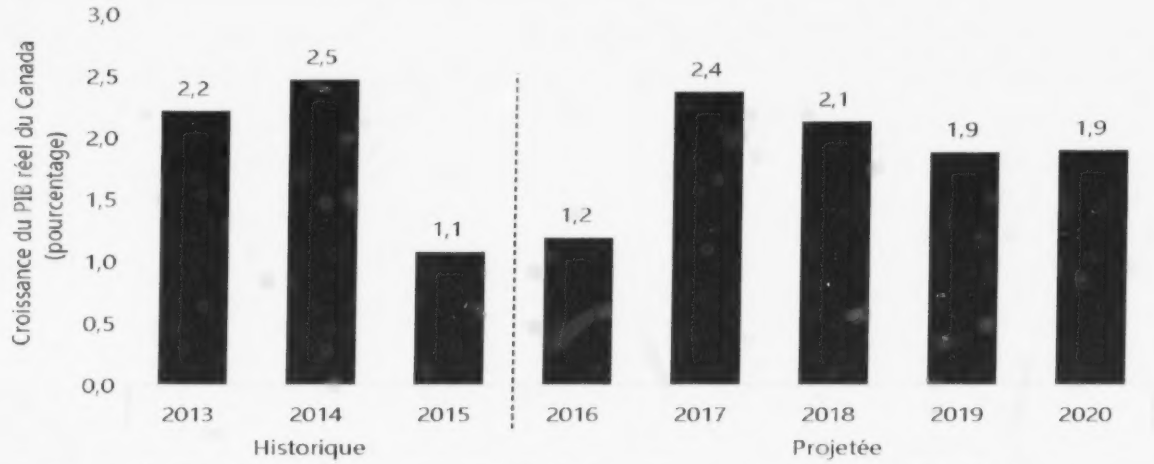
Au-delà des facteurs temporaires qui ont secoué l'économie en 2016, le paysage économique canadien continue de s'ajuster aux répercussions structurelles à long terme de la diminution des prix de l'énergie. La léthargie du secteur de l'énergie se poursuit tandis que la croissance des autres secteurs se montre hésitante, ce qui se traduit par une croissance globale plus lente que prévu. En 2015 et 2016, le PIB réel canadien devrait gagner à peine plus de 1 % en moyenne, un résultat bien en deçà du taux moyen de 2,5 % enregistré de 2010 à 2014.

En revanche, les prévisionnistes s'attendent généralement à un redressement de l'économie canadienne en 2017 avec une croissance de 2,4 %, car la progression soutenue des exportations autres qu'en énergie et une reprise des investissements des entreprises contribueront à compenser la croissance encore anémique des secteurs pétroliers et gaziers.

5 Prévision moyenne du BRF qui tient compte des prévisions du Centre for Spatial Economics, de l'Université de Toronto et du Conference Board du Canada.

6 General Motors a fermé quatre usines d'assemblage en Amérique du Nord, dont celle d'Oshawa, pendant deux semaines en avril 2016 en raison d'une rupture dans l'approvisionnement des pièces provoquée par les séismes au Japon. « GM's Oshawa plant halts production for two weeks », Toronto Star, 22 avril 2016.

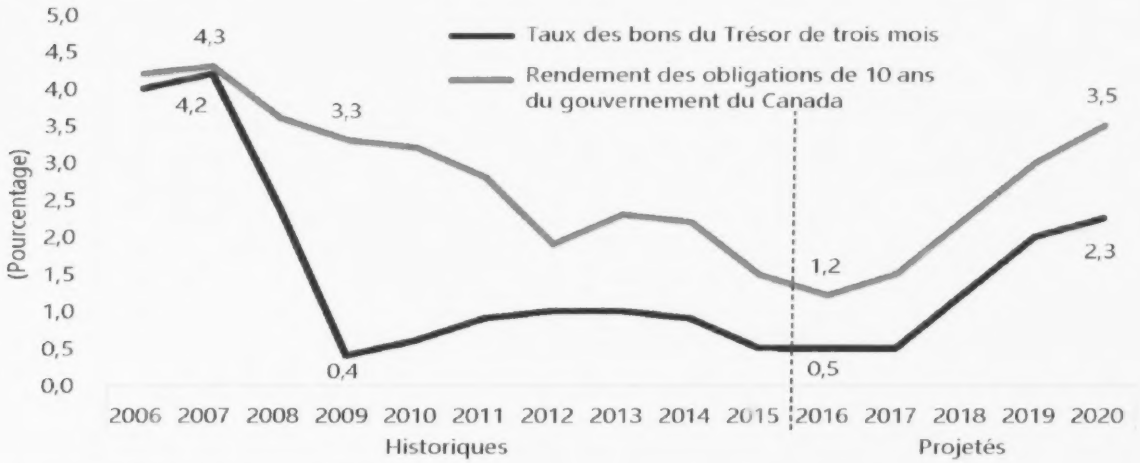
La croissance du PIB canadien devrait rebondir en 2017



Sources : Statistique Canada et consensus du Bureau de la responsabilité financière de l'Ontario.

Compte tenu de l'apathie relative de l'économie canadienne, il est peu probable que la Banque du Canada redresse son taux directeur avant 2018. Par conséquent, le BRF a revu à la baisse ses perspectives de taux d'intérêt depuis le printemps. Les perspectives actuelles prévoient que les taux à court terme ne bougeront à peu près pas jusqu'en 2018. Par la suite, le BRF s'attend à ce que les taux s'harmonisent progressivement au rendement des obligations de 10 ans du gouvernement du Canada, grimpant à 3,5 % d'ici 2020, soit un point de pourcentage de moins que ses projections du printemps, qui étaient de 4,5 % pour 2020.

Hausse progressive attendue des taux d'intérêt canadiens



Sources : Statistique Canada et BRF.

Le dollar canadien devrait s'apprécier progressivement au cours des cinq prochaines années, passant d'environ 0,76 $ US en 2016 à environ 0,84 $ US en 2020 en moyenne, grâce à une croissance économique stable et à une hausse progressive du cours du pétrole.

Perspectives économiques de l'Ontario

Les perspectives de croissance du PIB réel restent encourageantes
L'économie de l'Ontario a affiché une forte croissance du PIB réel au deuxième semestre de 2015 et au début du premier trimestre de 2016. Par contre, les exportations de marchandises, le commerce de détail et l'emploi ont passablement ralenti au deuxième trimestre, plombant du coup la croissance globale.

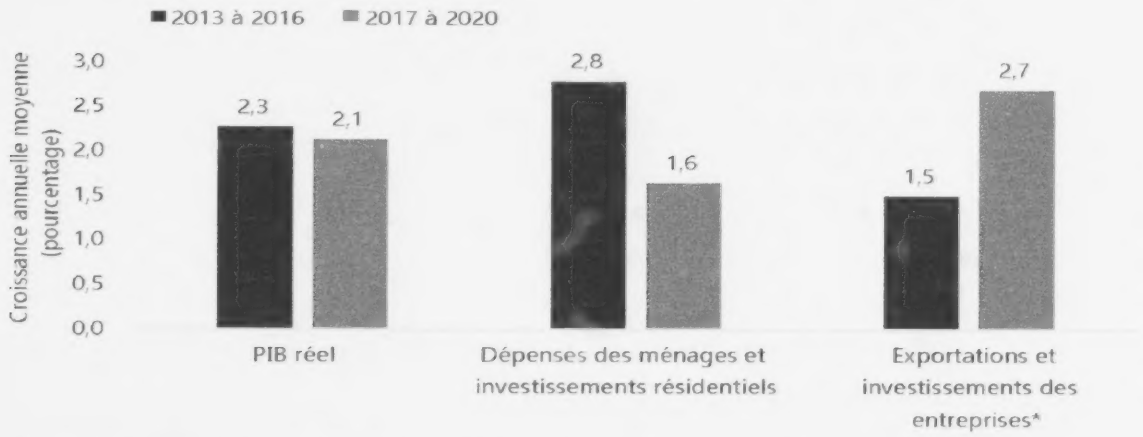
Cette baisse de régime au deuxième trimestre est en partie attribuable à la fermeture temporaire de certaines usines automobiles dans la province. Le retour à la normale devrait donc stimuler la croissance au troisième trimestre. De plus, l'arrivée de la nouvelle allocation canadienne pour enfants durant la même période devrait stimuler les dépenses des ménages au cours du deuxième semestre de 2016. En 2017, les initiatives de dépenses annoncées dans le discours du Trône du gouvernement de l'Ontario en septembre devraient aussi donner un coup de fouet aux dépenses des ménages et aux dépenses publiques[7].

Pour l'année, le BRF prévoit une croissance du PIB réel de 2,4 % en 2016 et 2,5 % en 2017, des projections légèrement inférieures à celles du printemps dernier. Après 2017, la croissance du PIB réel devrait ralentir progressivement, affichant des gains annuels moyens de 2,0 %.

Les prévisions du BRF sont généralement conformes au consensus des économistes selon lequel la hausse des exportations et des investissements des entreprises seront les principaux moteurs de la croissance globale de l'Ontario dans les prochaines années. De même, les dépenses des ménages et les investissements résidentiels devraient croître à un rythme plus modeste à mesure que les ménages commenceront à réduire leurs emprunts et que la construction résidentielle ralentira.

7 Ce qui comprend l'augmentation annoncée du nombre de places en garderie en Ontario et le rabais sur la portion provinciale de la TVH sur les factures d'électricité.

Les exportations et les investissements des entreprises devraient stimuler la croissance



* Les investissements des entreprises comprennent les investissements autres que résidentiels et les investissements en machinerie et en équipement.
Sources : Comptes économiques de l'Ontario, Statistique Canada et BRF.

La faiblesse des profits pèse sur la croissance du PIB nominal en 2016

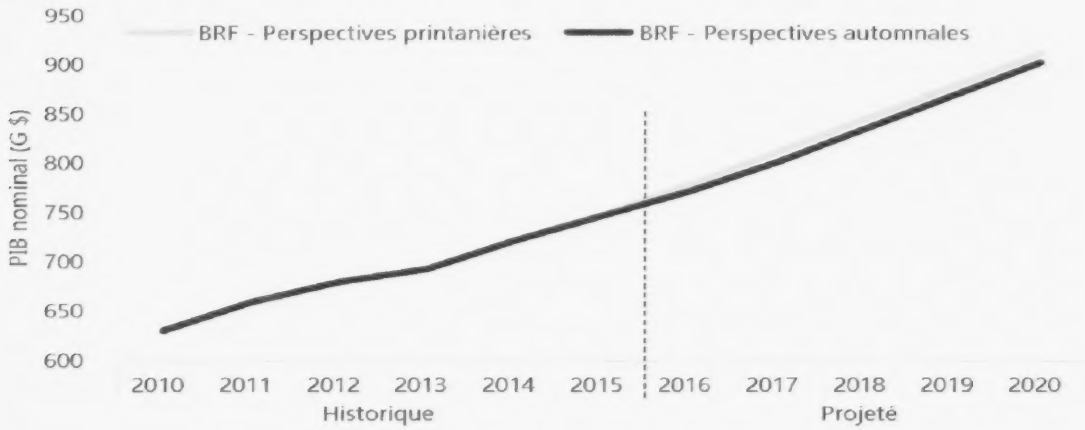
Les prévisions de croissance du PIB nominal à court terme du BRF reposent en grande partie sur ses prévisions pour le revenu du travail et l'excédent net d'exploitation des sociétés (bénéfices des sociétés), qui, ensemble, comptent pour environ 66 % du revenu nominal total.

La croissance du revenu du travail est restée assez solide pendant le premier semestre de 2016, affichant une hausse de 3,9 % comparativement à la même période en 2015. Cependant, les bénéfices globaux des sociétés ont reculé au premier semestre de 2016 par rapport à l'année précédente en raison de la diminution des profits dans les secteurs bancaire et de la fabrication[8].

Dans ses perspectives mises à jour, le BRF prévoit que d'ici 2020, le PIB nominal de l'Ontario sera inférieur d'environ 1,0 % aux prévisions initiales du printemps. Cette correction découle principalement des révisions à la baisse de la croissance pour 2016 et 2017.

8 Statistique Canada. Statistiques financières trimestrielles des entreprises, deuxième trimestre de 2016.

Le PIB nominal de l'Ontario devrait se fixer sous les prévisions du printemps du BRF



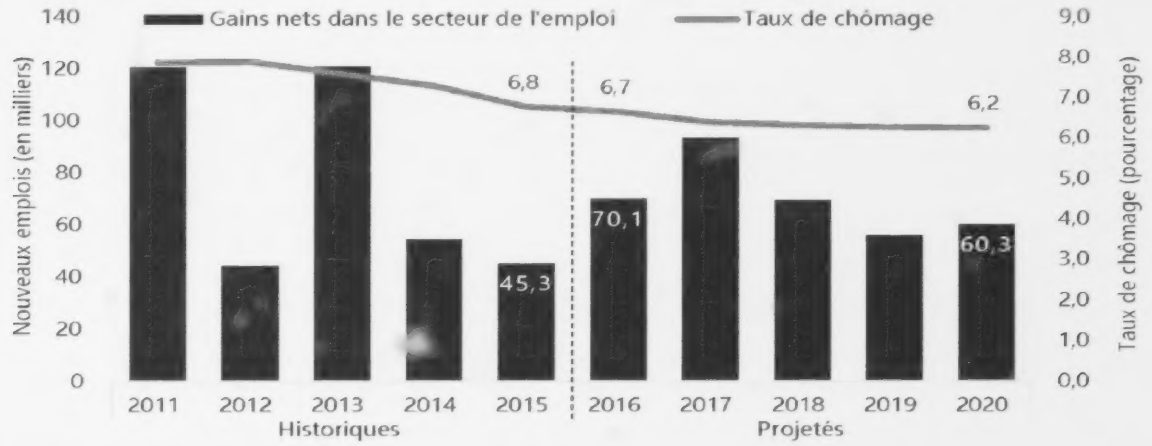
Sources : Comptes économiques de l'Ontario et Bureau de la responsabilité financière de l'Ontario.

Le taux de chômage diminue progressivement grâce à des gains soutenus en emploi

L'emploi en Ontario devrait croître modérément au cours de la période à l'étude, à l'image de la stabilité prévue de la croissance économique. Le BRF prévoit une solide croissance de l'emploi de 1,0 % (gain net de 70 000 emplois) en 2016, à la suite d'un gain modeste de 0,7 % (gain net de 45 000 emplois) en 2015. Selon les prévisions, la majorité des nouveaux emplois nets seront des postes à temps plein dans le secteur privé. De plus, l'emploi dans le secteur industriel devrait augmenter légèrement en 2016, marquant ainsi la première hausse annuelle en quatre ans.

Au cours de la période de cinq ans à l'étude, le BRF prévoit une croissance de l'emploi moyenne de 1,0 % par année en Ontario, contre un rythme moyen de 1,2 % durant les cinq années précédentes. Malgré tout, ces gains soutenus projetés combinés à une croissance plus modérée de la population active feront reculer progressivement le taux de chômage en Ontario, qui devrait passer de 6,8 % en 2015 à 6,2 % en 2020.

Gains soutenus en emploi et recul progressif du taux de chômage



Sources : Statistique Canada et BRF.

Le marché du travail de l'Ontario continue d'évoluer

Parallèlement aux gains soutenus en emploi et à l'amélioration progressive du taux de chômage, le marché du travail de l'Ontario vit d'importants changements structurels.

Le taux d'emploi, soit la part de la population active qui occupe un emploi, est actuellement bien en deçà du taux pré-récession de plus de 63 %. Il s'est quelque peu amélioré durant les années suivant la récession, mais suit une pente descendante depuis trois ans. Au cours des cinq prochaines années, le BRF s'attend à ce que le taux d'emploi continue de reculer pour atteindre environ 60 % d'ici 2020, car le taux de croissance de l'emploi demeure inférieur au taux de croissance global de la population.

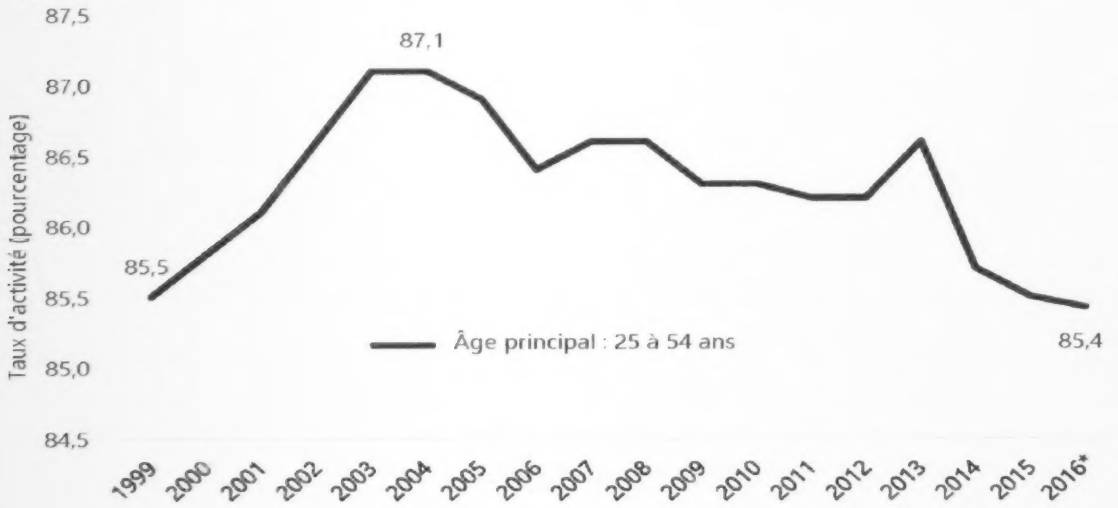
Tendance à la baisse du taux d'emploi

Sources : Statistique Canada et BRF.

La nature du chômage a aussi changé en Ontario depuis la récession de 2008-2009. Tant le taux de chômage à long terme (plus de six mois sans travail) que la durée moyenne du chômage (période entre deux emplois) sont pires qu'avant la récession[9]. La lente amélioration de ces indices laisse croire que malgré une croissance globale de l'emploi, le marché du travail demeure hostile pour de nombreux travailleurs.

Autre signe d'un virage structurel sur le marché du travail de l'Ontario : le déclin de la proportion des adultes âgés de 25 à 54 ans occupant un emploi ou étant à la recherche d'un emploi, c'est-à-dire le taux de participation des travailleurs actifs. Depuis 2004, ce taux a diminué; alors qu'il était d'environ 87 % à l'époque, il dépassait tout juste 85 % en 2016 (soit le plus faible taux depuis la fin des années 1990).

Le taux de participation des travailleurs actifs n'a jamais été aussi bas depuis 1999



*Les données pour 2016 sont les données du début de l'exercice à août.
Source : Statistique Canada et BRF.

Avec le vieillissement de la population, le taux d'activité des travailleurs (pour tout l'Ontario) diminuera, étant donné que les gens travaillent moins lorsqu'ils atteignent le troisième âge. Ce phénomène ralentira la croissance de la main-d'œuvre, et, par ricochet, la croissance économique de la province. Le recul du taux de participation des travailleurs adultes actifs est par ailleurs un réel problème, car il aggrave les effets du vieillissement de la main-d'œuvre sur la croissance économique.

9 Le taux de chômage à long terme, c'est-à-dire le pourcentage des chômeurs qui sont sans emploi depuis plus de six mois, est passé de 13 % en 2007 à 25 % en 2010. Depuis, il s'est légèrement amélioré, pour se fixer à 20 % en 2015. La durée moyenne du chômage a augmenté, passant d'environ 15 semaines en 2007 à près de 22 semaines en 2010. Elle a diminué par la suite (elle était de 20 semaines en 2015), mais demeure largement supérieure au niveau d'avant la récession.

Un retour du taux de participation des travailleurs actifs aux environs de 87 % représente l'ajout de quelque 90 000 travailleurs.

Principaux risques associés aux perspectives économiques de l'Ontario

Les prévisions économiques actuelles du BRF représentent un point de vue prudent sur l'économie de l'Ontario et un fondement approprié pour la planification budgétaire. Néanmoins, certains risques pourraient faire en sorte que les résultats soient inférieurs aux attentes de croissance économique.

La flambée du prix des logements, surtout dans le Grand Toronto, représente toujours un grand risque pour l'économie globale. En effet, une correction importante du prix des logements, aggravée par l'endettement élevé des ménages, nuirait aux dépenses des ménages et à la construction résidentielle et pourrait ralentir la croissance et l'emploi dans toute la province.

Le secteur de l'exportation devrait être l'un des principaux moteurs de la croissance économique de l'Ontario dans les prochaines années, à mesure que les ventes augmentent dans l'indispensable marché américain. Pour que cette croissance se concrétise, cependant, les investissements des entreprises doivent absolument rebondir, afin d'augmenter le volume des exportations. Or, la croissance de ces investissements a été décevante ces quatre dernières années. Si les investissements continuent de tourner au ralenti, les gains à l'exportation seront plus modestes que prévu, et la croissance globale en souffrira.

3

PERSPECTIVES BUDGÉTAIRES

Présentation

Les perspectives du déficit se sont légèrement détériorées

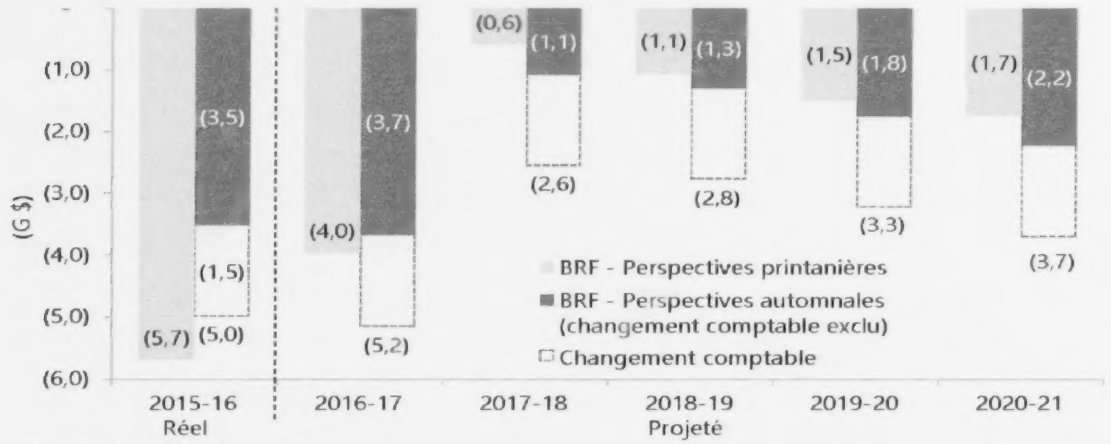
Selon les perspectives économiques révisées et l'évolution de la situation budgétaire, le BRF s'attend à ce que le déficit de l'Ontario se chiffre à 5,2 milliards de dollars en 2016-2017 et à 2,6 milliards de dollars en 2017-2018[1]. À partir de 2018-2019, le déficit devrait se creuser progressivement, car les recettes augmenteront moins rapidement que les dépenses de programmes et l'intérêt sur la dette.

Ces projections tiennent compte du changement du traitement comptable des régimes de retraite conjoints prescrit par voie législative en 2015-2016. Le BRF a présumé qu'il resterait en vigueur tout au long de la période à l'étude[2]. Sans ce changement, le déficit serait de 3,7 milliards de dollars en 2016-2017 et de 1,1 milliard de dollars en 2017-2018, ce qui représente une légère amélioration pour 2016-2017, mais une détérioration modérée au cours des quatre dernières années de la période à l'étude, comparativement au rapport du BRF de ce printemps.

1 Les projections du solde budgétaire sont présentées en excluant la réserve.

2 Dans les Comptes publics 2015-2016, la province a légiféré pour modifier le traitement comptable des régimes de retraite conjoints pour 2015-2016 afin de donner suite aux observations de la vérificatrice générale de l'Ontario. Il s'en est suivi une augmentation de la dette nette et du déficit de 9,2 milliards et 1,5 milliard de dollars, respectivement, durant la période. On ne peut déterminer avec certitude l'incidence future de ce changement sur les finances de la province. Le gouvernement a annoncé l'établissement d'un panel indépendant d'experts devant formuler des recommandations sur le traitement comptable de l'actif des régimes de retraite en Ontario. Dans le présent document, le BRF fait état de la position financière de l'Ontario avec et sans le changement comptable (pour permettre une comparaison par rapport aux perspectives qu'il a publiées ce printemps). Le BRF suppose ici que le changement comptable se traduira par une augmentation de 1,5 milliard de dollars des dépenses de programmes au cours de la période à l'étude.

Solde budgétaire de l'Ontario*



* Excluant la réserve.
Sources : Comptes publics de l'Ontario 2015-2016 et Bureau de la responsabilité financière de l'Ontario.

Les perspectives du solde budgétaire (sans tenir compte du changement comptable) se sont quelque peu assombries depuis le rapport du BRF de ce printemps en raison de plusieurs facteurs qui ont eu des effets importants sur la position budgétaire de l'Ontario tout en s'annulant mutuellement en partie. Ainsi :

- Les revenus fiscaux ont été plus importants que prévu en 2015-2016, comme annoncé dans les Comptes publics, ce qui se répercute partiellement sur la période à l'étude.

- Le discours du Trône du 12 septembre 2016 annonçait de nouveaux engagements de dépenses, soit une augmentation du nombre de places en garderie et une réduction équivalant à la portion provinciale de la TVH sur les factures d'électricité des ménages, des fermes et des petites entreprises.

- La croissance économique a ralenti en 2016 et en 2017, plombant du coup légèrement les prévisions de croissance des revenus fiscaux.

- La charge d'intérêt sur la dette a été réduite en raison du fait que les taux d'intérêt augmenteront vraisemblablement plus graduellement que prévu durant la période à l'étude.

Variation du solde budgétaire depuis la publication des perspectives du BRF au printemps

	2016-17	2017-18	2018-19	2019-20	2020-21
Solde budgétaire au printemps 2016	**-4,0**	**-0,6**	**-1,1**	**-1,5**	**-1,7**
Comptes publics 2015-2016[1]	0,4	0,6	0,7	0,7	0,7
Annonces du discours du Trône	-0,3	-1,4	-1,8	-1,8	-1,8
Mise à jour des données économiques et démographiques	-0,4	-0,8	-0,6	-0,6	-0,8
Intérêt sur la dette[2]	0,4	0,8	0,9	0,9	0,9
Autres[3]	0,2	0,3	0,4	0,5	0,5
Total	**0,3**	**-0,5**	**-0,2**	**-0,3**	**-0,5**
Nouveau solde budgétaire	**-3,7**	**-1,1**	**-1,3**	**-1,8**	**-2,2**
Changement comptable	-1,5	-1,5	-1,5	-1,5	-1,5
Nouveau solde budgétaire en tenant compte du changement comptable	**-5,2**	**-2,6**	**-2,8**	**-3,3**	**-3,7**

1 Ne tient pas compte de la répercussion de 1,5 milliard de dollars de la modification du traitement comptable des régimes de retraite conjoints.
2 Tient compte des retombées de la diminution des taux d'intérêt et des variations de l'emprunt.
3 Reflète un changement de la méthode d'établissement des prévisions de recettes tirées des entreprises publiques, qui sont maintenant fondées sur les projections du Budget 2016 pour 2018-2019.

Nota : Un chiffre positif témoigne d'une amélioration du solde budgétaire (diminution du déficit). Les totaux peuvent ne pas correspondre à la somme des chiffres, qui ont été arrondis.
Source : Bureau de la responsabilité financière de l'Ontario.

Perspectives de revenus

Entre 2015-2016 et 2020-2021, le BRF s'attend à ce que les recettes totales augmentent à un taux annuel moyen de 3,0 %, soit un peu moins que le taux de 3,3 % prévu au printemps. Cette prévision tient compte du produit de la vente planifiée d'actifs publics, des nouvelles recettes tirées du programme de plafonnement et d'échange, ainsi que des nouveaux transferts fédéraux prévus dans le Budget de l'Ontario 2016.

Revenus fiscaux

Selon les prévisions économiques actuelles du BRF, les revenus fiscaux devraient augmenter de 3,0 % au cours de la période à l'étude, un peu en deçà des 3,2 % prévus au printemps.

Deux changements viennent modifier les perspectives établies au printemps :

- Les Comptes publics 2015-2016 font état de revenus fiscaux plus élevés que prévu, ce qui relève le point de départ de la projection, et tire donc vers le haut les revenus fiscaux au cours de la période à l'étude.

- Parallèlement, les perspectives économiques se sont passablement assombries, surtout en ce qui concerne les bénéfices des sociétés, ce qui a ralenti la progression des revenus fiscaux au cours de la même période.

Comptes publics 2015-2016

L'intégration des Comptes publics 2015-2016 a fait hausser légèrement les prévisions des revenus fiscaux depuis le printemps. Plus précisément, les Comptes publics font état d'une forte hausse – 11,6 % – des revenus fiscaux de 2015-2016. Si l'on exclut les retombées de la vente de parts de Hydro One, les revenus fiscaux ont augmenté de 8,3 %, ce qui est largement supérieur à ce que laisseraient deviner les déterminants économiques.

C'est notamment le cas des recettes tirées de l'impôt sur le revenu des particuliers (IRP), qui ont affiché une hausse de 6,2 % en 2015-2016, bien au-delà de la croissance de 3,9 % enregistrée pour le revenu du travail[3]. Cette augmentation étonnamment prononcée n'était pas prévue dans le Budget 2016, ni dans les prévisions du BRF ce printemps. Elle est attribuable au fait que les cotisations fiscales des particuliers ont dépassé les prévisions en 2015.

La forte hausse des recettes tirées de l'IRP est en partie attribuable à l'ajout par le gouvernement fédéral d'une tranche d'imposition de 33 % sur le revenu imposable supérieur à 200 000 $ en 2016. En réaction, certains particuliers ayant un revenu élevé ont comptabilisé pour l'année d'imposition 2015 des revenus gagnés subséquemment afin d'éviter de payer l'augmentation[4]. Le BRF a corrigé les prévisions de l'IRP afin de tenir compte de cet effet de déplacement[5].

Incidence des perspectives économiques révisées sur les revenus fiscaux

La révision à la baisse des prévisions économiques a assombri les perspectives de revenus fiscaux en annulant en partie certaines retombées positives des Comptes publics 2015-2016.

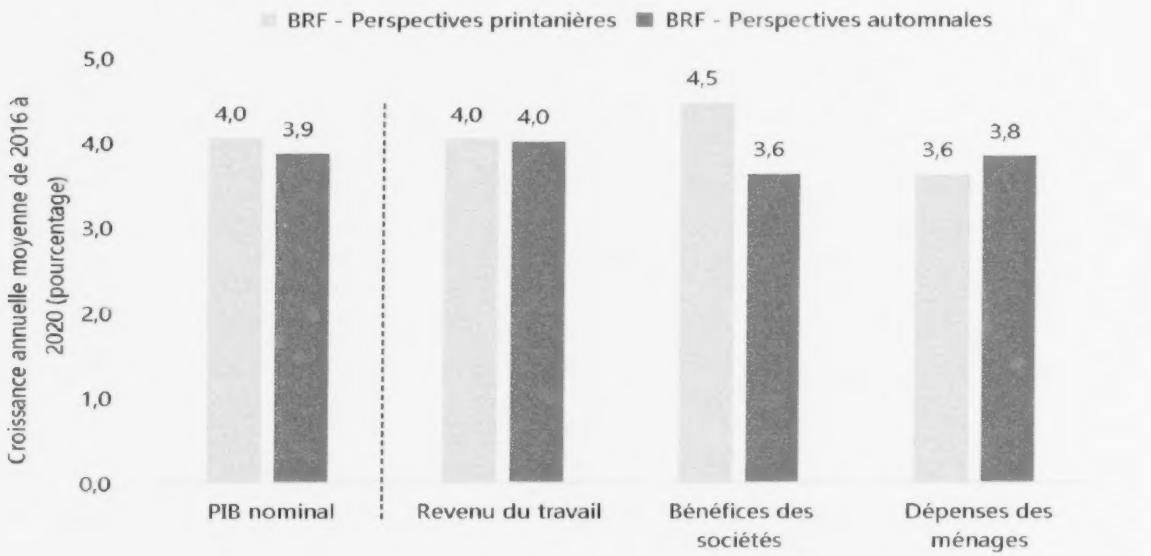
3 Le revenu disponible des ménages, qui comprend le revenu locatif net et les paiements nets de transferts du gouvernement, a augmenté de 3,8 % en 2015.

4 Selon le *Rapport financier annuel du gouvernement du Canada 2015-2016*, la hausse des rentrées d'impôt sur le revenu des particuliers découle notamment de « [...] la planification fiscale pratiquée par des particuliers ayant un revenu élevé, ce qui a permis de comptabiliser un revenu dans l'année d'imposition 2015 avant que le nouveau taux d'imposition de 33 % entre en vigueur en 2016 » (voir : http://www.fin.gc.ca/afr-rfa/2016/report-rapport-fra.asp). Finance Canada estime qu'en 2015, ce transfert de revenus a ajouté 3,3 milliards de dollars aux recettes du gouvernement fédéral tirées de l'impôt sur le revenu des particuliers.

5 Le Bureau de la responsabilité financière estime que sur les recettes de l'impôt sur le revenu des particuliers de l'Ontario en 2015, environ 600 millions de dollars étaient attribuables à l'anticipation de revenus d'années d'imposition futures.

Si les perspectives du BRF pour le revenu du travail et les dépenses des ménages demeurent assez positives, les projections concernant le PIB nominal ont reculé depuis le printemps, surtout à cause de la faible croissance des bénéfices des sociétés.

Croissance des principaux facteurs, 2016-2020*



* Statistique Canada définit le « revenu du travail », les « bénéfices des sociétés » et les « dépenses des ménages » respectivement comme « la rémunération des salariés », « l'excédent net d'exploitation des sociétés » et « la consommation des ménages ».
Sources : Comptes économiques de l'Ontario et Bureau de la responsabilité financière de l'Ontario.

Les projections des bénéfices des sociétés ont été revues à la baisse, surtout en raison de la croissance anémique au premier semestre de 2016. Par conséquent, les recettes tirées de l'impôt des sociétés devraient être inférieures de 0,5 milliard de dollars en moyenne aux prévisions du printemps.

Revenus non fiscaux

Les recettes provenant des transferts fédéraux devraient augmenter, passant de 22,9 milliards de dollars en 2015-2016 à 27,0 milliards en 2020-2021. Cette augmentation comprend les nouveaux transferts fédéraux de 1,3 milliard de dollars annoncés pour 2017-2018 dans le Budget 2016. Les prévisions concernant les transferts fédéraux ont été abaissées légèrement depuis la publication des perspectives du BRF au printemps en raison du recul de 0,3 milliard de dollars des paiements de péréquation en 2020-2021 attribuable à la faiblesse relative des perspectives économiques du reste du Canada.

En avril 2016, la province a augmenté ses revenus non fiscaux en vendant une nouvelle tranche de 14 % de la participation à Hydro One, générant ainsi un revenu extraordinaire d'environ 0,6 milliard de dollars. En revanche, le bénéfice net que tirera la province de Hydro One sera également réduit de 14 % (environ 100 millions de dollars) à partir de 2016-2017.

Les Comptes publics 2015-2016 montrent qu'en 2015-2016, les revenus tirés des entreprises publiques étaient supérieurs de 560 millions de dollars aux prévisions du Budget 2016, propulsés en grande partie par la hausse du revenu net dans le secteur de l'électricité. Pour établir ses prévisions, le BRF se fie aux prévisions énoncées dans le Budget 2016 pour les revenus tirés des entreprises publiques et projette les revenus de 2019-2020 et 2020-2021 en fonction de la croissance économique.

Les prévisions du BRF supposent encore que la province touchera 1,9 milliard de dollars grâce au programme de plafonnement et d'échange, comme il est indiqué dans le Budget 2016. Cependant, il est difficile pour l'instant de déterminer dans quelle proportion ces recettes serviront à financer de nouvelles initiatives de réduction des émissions de gaz à effet de serre ou des programmes déjà prévus dans le plan budgétaire du gouvernement[6].

Prévisions quant aux dépenses

Dépenses de programmes

De 2015-2016 à 2018-2019, le BRF s'attend à ce que les dépenses de programmes augmentent en moyenne de 2,2 % par année. Après l'horizon des projections budgétaires du gouvernement (2018-2019), ces dépenses devraient augmenter d'en moyenne 3,4 % en 2019-2020 et en 2020-2021, suivant de près la croissance démographique, le vieillissement de la population et l'inflation.

Dans ses projections de dépenses de programmes, le BRF a suivi les prévisions du Budget 2016, mais les a ajustées pour tenir compte des nouveaux engagements annoncés dans le discours du Trône du 12 septembre 2016.

Ces engagements sont les suivants :

- Accorder une réduction équivalant à la portion provinciale de la TVH sur les factures d'électricité des ménages, des fermes et des petites entreprises à partir

6 Le financement d'initiatives existantes aurait pour effet d'améliorer le solde budgétaire, tandis que le financement de nouvelles initiatives n'aurait aucun effet sur le solde budgétaire.

du 1er janvier 2017[7]. Cette mesure devrait donner lieu à de nouvelles dépenses de 1 milliard de dollars par année[8].

- Créer 100 000 nouvelles places en garderie sur cinq ans à partir de 2017. Ce programme devrait entraîner de nouvelles dépenses d'immobilisations de 1 milliard à 3 milliards de dollars sur cinq ans, et son coût de fonctionnement annuel devrait osciller entre 600 millions et 750 millions de dollars une fois qu'il sera pleinement mis en œuvre[9].

En l'absence de plus amples détails, le BRF s'en est remis à des hypothèses raisonnables sur le coût total et le déploiement des deux mesures. Il suppose en outre qu'il s'agit de nouvelles dépenses s'ajoutant aux projections publiées dans le Budget 2016.

Hypothèses du BRF concernant les programmes annoncés

(M$)	2016-17	2017-18	2018-19	2019-20	2020-21
Total – Fonctionnement	**250**	**1 375**	**1 750**	**1 750**	**1 750**
Augmentation du nombre de places en garderie		375	750	750	750
Réduction de la TVH sur la facture d'électricité	250	1 000	1 000	1 000	1 000
Total – Immobilisations	**-**	**800**	**600**	**300**	**300**
Augmentation du nombre de places en garderie		800	600	300	300

Nota : Comme la réduction entre en vigueur le 1er janvier 2017, les dépenses projetées sont fixées à un quart du coût annuel pour 2016-2017. Puisqu'il faut concevoir et mettre en place le programme, les dépenses projetées pour l'augmentation du nombre de places en garderie correspondent à la moitié du coût total estimé pour 2017-2018. Selon l'hypothèse retenue, les dépenses d'immobilisations pour ce programme sont estimées à 2 milliards de dollars (point médian de la fourchette annoncée); elles seront engagées les deux premières années, et le programme sera dirigé par le gouvernement et non transféré à des organismes externes.
Source : Bureau de la responsabilité financière de l'Ontario.

Par ailleurs, le gouvernement a légiféré pour modifier le traitement comptable des régimes de retraite conjoints, comme il est indiqué dans les Comptes publics 2015-2016, ce qui a fait augmenter les dépenses de programmes de 1,5 milliard de dollars en 2015-2016. Le BRF suppose que ce changement restera en vigueur tout au long de la période à l'étude.

7 « L'Ontario présente des mesures pour réduire les coûts de l'électricité », communiqué de presse du gouvernement de l'Ontario. 15 septembre 2016.
8 « Throne Speech 2016: Premier Wynne pledges Hydro bill relief, more child care spaces », *QP Briefing*. 12 septembre 2016.
9 « Throne Speech 2016: 100,000 new licensed child care spaces to cost up to $3.75B », *QP Briefing*. 12 septembre 2016.

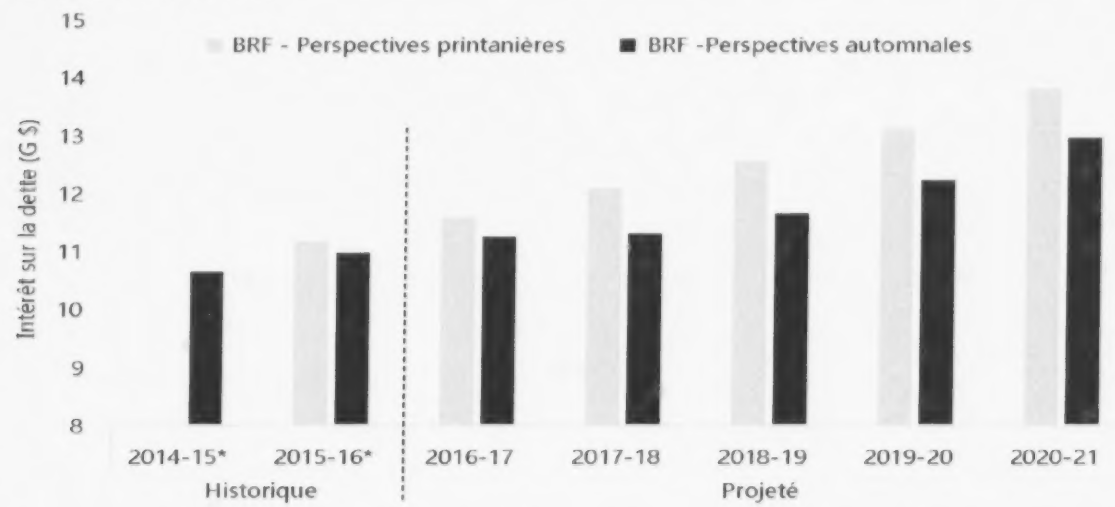
Intérêt sur la dette

Selon les Comptes publics 2015-2016, la charge d'intérêt sur la dette a augmenté de 3,1 % en 2015-2016 pour atteindre 11,0 milliards de dollars, soit 0,2 milliard de dollars de moins que la projection du BRF publiée au printemps.

Entre 2015-2016 et 2018-2019, le BRF s'attend à ce que l'intérêt sur la dette augmente de 2,0 % en moyenne pour se fixer à 11,6 milliards de dollars en 2018-2019. Au cours des deux dernières années de la projection, la hausse sera plus marquée, soit 5,5 % par année en moyenne.

La projection actuelle de l'intérêt sur la dette est inférieure de 0,8 milliard de dollars par année, en moyenne, à celle du BRF ce printemps, surtout en raison de la diminution prévue des taux d'intérêt au cours de la période à l'étude.

Intérêt sur la dette



* Les données des prévisions du BRF à l'automne pour 2014-2015 et 2015-2016 sont les chiffres réels.
Source : Bureau de la responsabilité financière de l'Ontario.

Projection de la dette

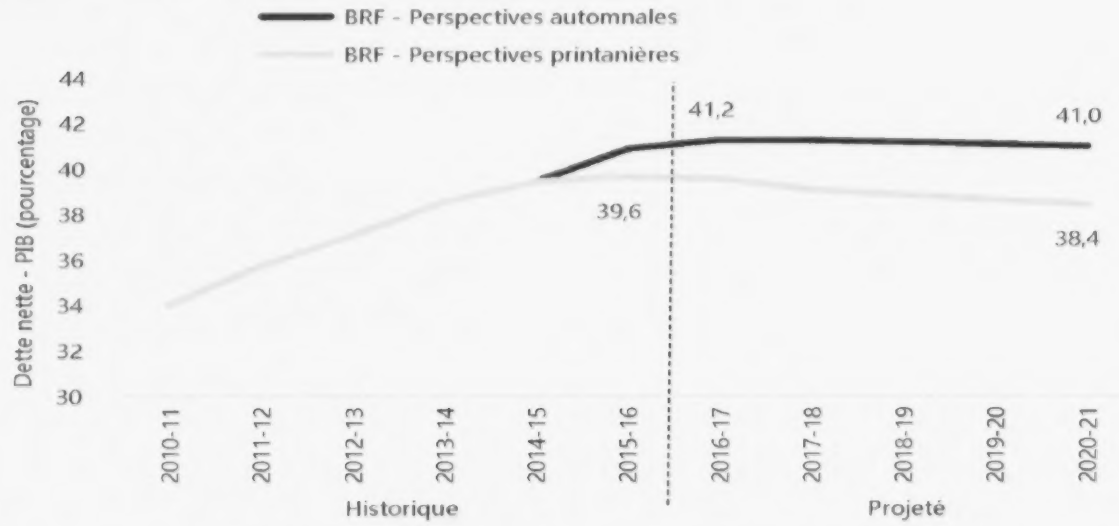
Selon les Comptes publics, la dette nette de l'Ontario[10] a augmenté de 7,3 % pour atteindre 305,2 milliards de dollars en 2015-2016, soit 8,9 milliards de plus que prévu au printemps. Cette augmentation s'explique en partie par l'augmentation ponctuelle de 10,7 milliards de dollars découlant du changement dans le traitement comptable des régimes de retraite conjoints[11].

10 La dette nette correspond à la dette brute et aux autres passifs moins les actifs financiers.
11 Comptes publics de l'Ontario 2015-2016, page 10.

Le BRF s'attend à ce que la dette nette de l'Ontario augmente de 64 milliards de dollars au cours des cinq prochaines années pour atteindre 370 milliards en 2020-2021. Cette hausse s'explique par les déficits cumulatifs, les dépenses d'immobilisations et le changement comptable.

L'augmentation de la dette nette, combinée au léger ralentissement de la croissance du PIB nominal, tire nettement vers le haut le ratio de la dette nette au PIB depuis la publication des perspectives du BRF au printemps. Le BRF s'attend désormais à ce que le ratio de la dette nette au PIB de l'Ontario plafonne à environ 41 %, ce qui est sensiblement supérieur au sommet de 39,6 % prévu dans son rapport ce printemps.

Ratio de la dette nette au PIB de l'Ontario



Sources : Comptes publics de l'Ontario et Bureau de la responsabilité financière de l'Ontario.

On s'attend à ce que les besoins d'emprunt de la province diminuent légèrement pour atteindre 29,3 milliards de dollars en 2016-2017, contre 32,1 milliards en 2015-2016. Selon les prévisions, ils seront de 29 milliards de dollars par année en moyenne au cours de la période à l'étude. Ces prévisions n'ont pas vraiment changé depuis la publication des perspectives du BRF au printemps. La modification du traitement comptable des régimes de retraite conjoints n'a aucune incidence sur les besoins d'emprunt ni la dette brute de la province.

Risques pour le plan budgétaire et options de politique publique

D'importants risques pourraient nuire à la position budgétaire de l'Ontario :

- La croissance réelle de l'économie pourrait être plus faible que prévu, plombant du coup les revenus fiscaux. La croissance du PIB nominal au premier semestre de 2016 se situe pour l'instant en deçà des prévisions publiées en début d'année. Si la tendance se maintient, les revenus fiscaux seront inférieurs aux prévisions.
- Le BRF a retenu les perspectives des dépenses de programmes du gouvernement, en y intégrant les annonces budgétaires. Cette hypothèse suppose qu'il sera possible de maintenir les dépenses de programmes en deçà de la croissance des facteurs démographiques et de l'inflation. Si au contraire elles augmentent plus rapidement que prévu, elles menaceront le solde budgétaire. À noter que le gouvernement a augmenté ses dépenses prévues pour 2017-2018 dans ses trois derniers budgets.

Le gouvernement dispose d'un éventail d'options pour améliorer sa position budgétaire, comme la vente d'autres biens publics au-delà des cibles annoncées ou l'allocation de nouvelles recettes (tirées du programme de plafonnement et d'échange ou de nouveaux transferts fédéraux) à des dépenses de programmes déjà prévues.

4

ANNEXE : TABLEAUX DE DONNÉES

Tableau 1a : PIB nominal et principales sources de revenus de l'Ontario

(Pourcentage de croissance)	r2015	p2016	p2017	p2018	p2019	p2020	Moyenne
PBI nominal							
BRF – Perspectives automnales	3,5	3,4	3,8	4,2	4,0	3,9	**3,9**
BRF – Perspectives printanières*	3,6	4,2	4,2	4,1	3,9	3,8	**4,0**
BRF – Consensus actuel**	3,5	4,2	4,4	4,4	4,0	3,9	**4,2**
Revenu du travail							
BRF – Perspectives automnales	3,9	4,0	3,8	4,1	4,2	3,9	**4,0**
BRF – Perspectives printanières*	3,7	4,0	3,9	4,1	4,2	3,9	**4,0**
Bénéfices des sociétés							
BRF – Perspectives automnales	0,9	0,3	2,9	6,6	4,2	4,1	**3,6**
BRF – Perspectives printanières*	3,1	3,4	6,9	5,3	3,2	3,5	**4,5**
Consommation des ménages							
BRF – Perspectives automnales	4,2	4,4	4,2	3,7	3,5	3,4	**3,8**
BRF – Perspectives printanières*	4,3	4,2	3,8	3,4	3,4	3,4	**3,6**

r = Données réelles; p = Données projetées
* Les données du BRF pour le printemps constituent des projections, car les données réelles n'étaient pas connues au moment de la publication des perspectives ce printemps.
** Le consensus du BRF tient compte des prévisions du Centre for Spatial Economics, de l'Université de Toronto et du Conference Board du Canada.
Sources : Statistique Canada, Comptes économiques de l'Ontario, consensus du Bureau de la responsabilité financière de l'Ontario et Bureau de la responsabilité financière de l'Ontario.

Tableau 1b : PIB réel de l'Ontario et composantes

(Pourcentage de croissance)	r2015	p2016	p2017	p2018	p2019	p2020	Moyenne
PIB réel							
BRF – Perspectives automnales	2,6	2,4	2,5	2,1	1,9	2,0	**2,2**
BRF – Perspectives printanières*	2,6	2,5	2,5	2,3	2,2	2,0	**2,3**
BRF – Consensus actuel**	2,6	2,6	2,5	2,1	1,9	2,0	**2,2**
Composantes du PIB réel, BRF – Perspectives automnales							
Consommation (ménages et organismes à but non lucratif)	3,2	3,1	2,3	1,8	1,5	1,6	**2,1**
Investissements (entreprises et organismes à but non lucratif)	5,9	2,2	1,0	2,7	3,4	2,7	**2,4**
Gouvernement (dépenses actuelles et dépenses en immobilisations)	1,6	1,4	2,2	1,4	1,1	1,2	**1,5**
Exportations	1,5	2,2	2,4	2,7	2,5	2,3	**2,4**
Importations	1,6	2,1	2,3	2,3	2,0	1,7	**2,1**

r = Données réelles; p = Données projetées
* Les données du BRF pour le printemps constituent des projections, car les données réelles n'étaient pas connues au moment de la publication des perspectives ce printemps.
** Le consensus du BRF tient compte des prévisions du Centre for Spatial Economics, de l'Université de Toronto et du Conference Board du Canada.
Sources : Statistique Canada, Comptes économiques de l'Ontario, consensus du Bureau de la responsabilité financière de l'Ontario et Bureau de la responsabilité financière de l'Ontario.

Tableau 2 : Indicateurs économiques sélectionnés

	r2015	p2016	p2017	p2018	p2019	p2020
Principaux indicateurs économiques						
Emploi (en pourcentage de croissance)						
BRF – Perspectives automnales	0,7	1,0	1,3	1,0	0,8	0,8
BRF – Perspectives printanières	0,7	1,2	1,4	1,1	1,1	0,9
Taux de chômage (en pourcentage)						
BRF – Perspectives automnales	6,8	6,7	6,4	6,3	6,3	6,2
BRF – Perspectives printanières	6,8	6,7	6,5	6,3	6,1	6,0
Population active (en pourcentage de croissance)						
BRF – Perspectives automnales	0,1	0,9	1,1	0,9	0,7	0,8
BRF – Perspectives printanières	0,1	1,1	1,2	1,0	0,9	0,8
Croissance de la population (en pourcentage)						
BRF – Perspectives automnales	0,8	1,2	1,2	1,2	1,2	1,1
BRF – Perspectives printanières	0,8	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0
Inflation de l'IPC (en pourcentage de croissance)						
BRF – Perspectives automnales	1,1	1,7	2,2	2,2	2,1	2,0
BRF – Perspectives printanières*	1,2	1,5	2,0	2,0	2,0	1,9
PIB réel du Canada (en pourcentage de croissance)						
BRF – Perspectives automnales	1,1	1,2	2,4	2,1	1,9	1,9
BRF – Perspectives printanières*	1,2	1,7	2,4	2,3	2,1	2,0
PIB réel des États-Unis (en pourcentage de croissance)						
BRF – Perspectives automnales	2,6	1,6	2,2	2,1	1,9	1,7
BRF – Perspectives printanières*	2,4	2,2	2,1	2,0	-	-
Dollar canadien (en cents américains)						
BRF – Perspectives automnales	78	76	77	79	82	84
BRF – Perspectives printanières	78	74	75	79	81	81
Pétrole brut WTI (en $ US)						
BRF – Perspectives automnales	48,7	41,9	50,6	54,6	69,5	78,6
BRF – Perspectives printanières	48,7	36,5	44,2	50,8	55,4	59,3
Taux des bons du Trésor de trois mois (en pourcentage)						
BRF – Perspectives automnales	0,5	0,5	0,5	1,3	2,0	2,3
BRF – Perspectives printanières	0,5	0,5	1,2	2,2	2,9	3,3
Taux des obligations de 10 ans du gouvernement (en pourcentage)						
BRF – Perspectives automnales	1,5	1,2	1,5	2,3	3,0	3,5
BRF – Perspectives printanières	1,5	1,4	2,3	3,3	4,1	4,5

r = Données réelles; p = Données projetées
* Les données du BRF pour le printemps constituent des projections, car les données réelles n'étaient pas disponibles au moment de la publication des perspectives ce printemps.
Sources : Banque du Canada, Agence d'information sur l'énergie, Fonds monétaire international, Statistique Canada, consensus du Bureau de la responsabilité financière de l'Ontario et Bureau de la responsabilité financière de l'Ontario.

Tableau 3 : Perspectives budgétaires du BRF

(en milliards de dollars)	r2015-16	p2016-17	p2017-18	p2018-19	p2019-20	p2020-21
Revenus						
Impôt sur le revenu des particuliers	31,1	32,0	33,7	35,9	37,8	39,6
Taxe de vente	23,5	24,0	24,8	25,5	26,4	27,2
Impôt des sociétés	11,4	11,5	11,8	12,3	12,6	13,0
Tous les autres impôts et taxes	25,8	23,6	24,2	25,0	25,6	26,4
Total des revenus fiscaux	91,8	91,1	94,5	98,7	102,4	106,3
Transferts du gouvernement du Canada	22,9	24,7	25,5	25,9	26,5	27,0
Revenus tirés des entreprises publiques	4,9	5,0	5,3	5,7	5,9	6,2
Autres revenus non fiscaux	8,8	9,1	10,6	9,4	9,4	9,6
Total des revenus	128,4	129,9	135,9	139,7	144,2	149,1
Dépenses						
Secteur de la santé	51,1	51,8	52,8	53,7	55,5	57,4
Secteur de l'éducation	25,1	25,6	26,2	26,7	27,7	28,9
Secteur de l'éducation postsecondaire et de la formation	7,6	7,9	7,9	8,0	8,1	8,3
Secteur des services sociaux et des services à l'enfance	15,6	15,8	16,1	16,3	16,9	17,4
Secteur de la justice	4,5	4,5	4,5	4,6	4,8	5,0
Autres programmes*	18,6	18,3	19,7	21,6	22,2	22,9
Total des charges des programmes	122,4	123,9	127,2	130,9	135,3	139,9
Intérêt sur la dette	11,0	11,2	11,3	11,6	12,2	12,9
Total des dépenses	133,4	135,1	138,5	142,5	147,5	152,8
Solde budgétaire*	-5,0	-5,2	-2,6	-2,8	-3,3	-3,7
Changement comptable	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5
Solde budgétaire À l'exclusion du changement comptable	-3,5	-3,7	-1,1	-1,3	-1,8	-2,2

r = Données réelles; p = Données projetées
* Tient compte du changement comptable de 1,5 milliard de dollars entré en vigueur en 2015-2016.
Nota : Le solde budgétaire est présenté sans tenir compte de la réserve.
Sources : Statistique Canada, Comptes économiques de l'Ontario, consensus du Bureau de la responsabilité financière de l'Ontario, Comptes publics de l'Ontario, Rapport annuel de l'Ontario et Bureau de la responsabilité financière de l'Ontario.

Tableau 4 : Projection de la dette

(en milliards de dollars)	r2015-16	p2016-17	p2017-18	p2018-19	p2019-20	p2020-21
Solde budgétaire *	-5,0	-5,2	-2,6	-2,8	-3,3	-3,7
Déficit accumulé	202,7	207,9	210,5	213,3	216,6	220,3
Dette nette	305,2	318,5	330,5	343,8	356,8	369,7
Variation de la dette nette	*20,7*	*13,2*	*12,0*	*13,3*	*13,0*	*13,0*
Ratio de la dette nette au PIB (%)	*40,9*	*41,2*	*41,2*	*41,2*	*41,1*	*41,0*

r = Données réelles; p = Données projetées
Nota : Toutes les données tiennent compte du changement comptable de 1,5 milliard de dollars entré en vigueur en 2015-2016.
* Le solde budgétaire est présenté sans tenir compte de la réserve.
Sources : Budget 2016 de l'Ontario, Rapport annuel de l'Ontario et Bureau de la responsabilité financière de l'Ontario.